

N° 4137⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1996-1997

PROJET DE LOI

**portant sur la promotion des droits de l'enfant
et la protection sociale de l'enfance**

* * *

AVIS SIGNE PAR NEUF ASSOCIATIONS

(28.10.1996)

Madame la Ministre de la Famille
Marie-Josée JACOBS
L-2919 Luxembourg
Luxembourg, le 28 octobre 1996

Madame la Ministre,

Par la présente, les associations soussignées, ont l'honneur de vous faire part de leurs observations concernant le projet de loi portant sur la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance, et le projet de règlement grand-ducal

- a) portant organisation des missions de protection sociale de l'enfance
 - b) portant modification au règlement grand-ducal du 3 septembre 1995 instituant un institut d'enseignement socio-éducatif auprès des centres socio-éducatifs de l'Etat
 - c) autorisant la création d'une banque de données des enfants placés hors de leur milieu familial,
- que vous avez bien voulu leur soumettre pour avis.

Nous avons accueilli avec satisfaction l'initiative de légiférer dans ce secteur très important qui est celui des droits de l'enfant.

Toutefois les textes communiqués n'ont pas trouvé notre accord pour des motifs que nous nous permettrons de développer succinctement.

En premier lieu, quant à l'aspect formel, nous regrettons le caractère sommaire de la loi, qui réserve l'essentiel des mesures à envisager au profit du pouvoir réglementaire.

Notamment, la création d'une banque de données, dans le cadre d'un règlement grand-ducal engendrera d'un point de vue juridique un certain nombre de difficultés, dans la mesure où elle porte atteinte aux droits et libertés des citoyens. Une telle disposition aurait dû être prévue par un texte de loi soumis à la Chambre des Députés.

En outre, nous estimons que cette loi, malgré l'importance du sujet qu'elle traite, ne préserve pas suffisamment l'intérêt des droits subjectifs des enfants.

Il semble intéressant de remarquer sur ce point précis, que le terme même „d'enfant“ n'est utilisé qu'à peu de reprises.

En second lieu, quant au fond, en ce qui concerne la création d'un ombudscomité composé de 6 membres.

L'importance numérique de cet ombudscomité pose problème, alors que la Chambre des Députés avait prévu à l'unanimité l'institution d'une ombudspersonne, clairement identifiable par les enfants, qui rencontre l'assentiment des associations soussignées. Dans l'hypothèse du maintien d'un ombudscomité, des difficultés apparaissent à d'autres niveaux.

En effet, la question de l'indépendance des membres de ce comité face aux autorités publiques peut être soulevée.

L'article 7 du projet de loi n'envisage des incompatibilités qu'à l'égard de certains mandats, mais n'envisage aucunement une incompatibilité avec le statut de fonctionnaire, qui nous semble également indispensable pour toute indépendance face au pouvoir étatique.

En outre, la formation précise de chaque membre de ce comité devrait être clairement précisée dans les textes, leur mandat devrait être limité dans le temps et être non renouvelable.

Quant aux pouvoirs, prérogatives et attributions accordés à l'ombudspersonne ou -comité, ils nous semblent bien en deçà de la tâche à entreprendre qui devra comprendre le contact et l'écoute directs des enfants pris individuellement.

En effet, l'ombudspersonne ou -comité doit pouvoir mener à bien sa mission de sauvegarde des intérêts des enfants, par des moyens les plus étendus.

Un autre point fort controversé de ce projet de loi demeure l'institution de la banque de données nominatives qui constitue une atteinte au droit fondamental au respect de la vie privée et à la réglementation relative à la protection de la jeunesse. Il ne peut être accepté en l'état.

L'exposé des motifs étant muet à ce sujet, nous nous interrogeons sur l'utilité d'un tel regroupement d'informations, puisqu'en aucun cas l'intérêt de l'enfant ne peut justifier une telle mesure.

Enfin les projets sous avis prévoient des mécanismes qui interfèrent avec des institutions existantes (notamment CNAP, comités de gérance) qui ont fait leur preuve et qui risquent ainsi de faire double emploi nuisible à la cause. Par ailleurs nous nous interrogeons sur l'incidence des présents projets avec le projet de loi numéro 3571.

Dans l'attente de l'élaboration d'un nouveau projet de loi, il nous semble impératif de constituer dès à présent une commission relative à la protection des droits des enfants dans le cadre de la Chambre des Députés.

Cette dernière aurait pour mission d'examiner de façon obligatoire tout projet ou proposition de texte de loi ayant une incidence dans le domaine de l'enfance et de prendre toute initiative dans celui-ci.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

(signatures)

Annexe: Liste des associations signataires.

Promotion des droits de l'enfant et protection sociale de l'enfance

Signatures de l'original du texte

<i>Organisation</i>	<i>Nom</i>	<i>Signature</i>
NEIT LIEWEN	BAULER J.-M.	(signature)
Service de surendettement	.....	.....
ATD Quart-Monde	BOUCHE Jean	(signature)
INFOPLA	.....	.....
Action Familiale et Populaire	ESTGEN Nic	(signature)
Foyer de la Femme	.....	.....
Ligue Luxbg. de Prévention et d'Action Médico-Soc. /Dr Goedert	.....	.....
CARITAS Jeunes et Familles	JAEGER Pierre	(signature)
CARITAS Jeunes et Familles	.....	.....
(KAJUTEL)	.....	.....
Liewens-Partner a Familjeberodung	CADE Joseph	(signature)
SOS Détresse	.....	.....
INFO Vidéo Center	.....	.....
Aide familiale Aide senior	.....	.....
Planning Familial et Education Sexuelle	.....	.....
Familjecenter CPF	SCHILTZ Mathias	(signature)
EPI – Centre éducatif de l'Etat	.....	.....
Ligue Luxbg. de Prévention et d'Action Médico-Soc.	.....	.....
OMEGA 90	.....	.....
ABRIGADO CNDS asbl	SCHLECHTER Tom	(signature)
Protection des droits des enfants	.....	.....
UNICEF	.....	.....
Croix-Rouge luxembourgeoise	HANSEN Jacques	(signature)
Fédération CARITAS	.....	.....
Fondation Pro Familia	ANDRICH-DUVAL Sylvie	(signature)